

Budget federal 2021-2022

Faits saillants et réactions

Avril 2021

MUNISCOPE



Contents

Budget 2021-2022	3
Réactions	8
Gouvernements provinciaux et territoriaux	8
Associations municipales	10
Municipalités	10
Organisations.....	13
Médias	16
Référence.....	17

Budget 2021-2022

Le 19 avril 2021, la ministre des Finances du Canada, Chrystia Freeland a présenté le Budget du Canada 2021 intitulé *Une relance axée sur les emplois, la croissance et la résilience*. Le Budget prévoit \$100 milliards en nouvelles dépenses en trois ans pour assurer la relance économique du Canada. Les déficits prévus pour l'année 2020-2021 est de 354 milliards \$, soit moins que les prédictions de 382 milliards \$ comprises dans l'Énoncé économique de l'automne 2020. Il s'agit du déficit le plus important de l'histoire du pays. Le ratio de dette/PIB projeté en 2025-2026 sera de 49.2% et le ratio déficit/PIB de 1,1%.

Le Budget annonce plus de 270 mesures et comprend de nouveaux investissements en matière de logements abordables, de transport en commun, de garderies, de technologie verte, d'atténuation des impacts des changements climatiques, d'accès à l'Internet à haute-bande passante, de développement économique, de santé mentale et de soins aux personnes âgées.

Infrastructure

- 22,6 millions \$ sur 4 ans, à partir de 2021-2022 pour l'évaluation nationale des infrastructures. Il s'agit de la première tentative de déterminer les besoins et priorités du Canada en matière d'infrastructure. [L'évaluation nationale des infrastructures était prévue dans la lettre de mandat de la ministre de l'Infrastructure et des Collectivités. Le budget vient confirmer un montant pour réaliser l'évaluation].
- Le gouvernement annonce son intention de collaborer avec la Ville de Montréal pour réaménager l'autoroute Bonaventure, notamment en explorant les mérites de céder la partie fédérale de l'autoroute Bonaventure.
- Un financement de 35 millions \$ sur cinq ans, à compter de 2021-2022, à la Commission de la capitale nationale en vue de soutenir l'acquisition et l'entretien des actifs fédéraux, de l'infrastructure verte et des espaces dans la région de la capitale nationale.
- Le budget de 2021 propose de créer un bureau de projet interprovincial de transport en commun au sein de la Commission de la capitale nationale. Le bureau de projet travaillera à l'étude et à la planification des liaisons interprovinciales possibles de tramway entre Ottawa et Gatineau, en plus de la consultation et de la collaboration avec les partenaires municipaux, provinciaux et de transport.

Habitation

- Le gouvernement a l'intention d'investir 2,5 milliards \$ et de réaffecter 1,3 milliard \$ en fonds existants pour accélérer la construction, la réparation ou le soutien de 35 000 logements abordables.
 - Un financement supplémentaire de 1,5 milliard \$ pour l'Initiative pour la création rapide de logements en 2021-2022.
 - 600 millions \$ sur sept ans, à compter de 2021-2022, pour renouveler et élargir le Fonds d'innovation pour le logement abordable, ce qui favorise de nouveaux modèles de financement et des techniques de construction novatrices dans le secteur du logement abordable.

- Un financement de 315,4 millions \$ sur sept ans, à compter de 2021-2022, par l'intermédiaire de l'Allocation canadienne pour le logement, pour accroître le soutien financier offert directement aux femmes à faible revenu et aux enfants fuyant la violence afin de les aider à payer leur loyer.
 - Un financement de 118,2 millions \$ sur sept ans, à compter de 2021-2022, dans le cadre de l'Initiative fédérale de logement communautaire, pour appuyer les fournisseurs de logements communautaires qui offrent des logements à long terme à un grand nombre de nos plus vulnérables.
- 25 millions \$, en 2021-2022, aux gouvernements des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut pour répondre aux priorités en matière de logement.
 - 567 millions \$ sur deux ans, à compter de 2022-2023, à Emploi et Développement social Canada pour le programme Vers un chez-soi [Lutte à l'itinérance].
- Un financement conjoint de plus de 15 milliards \$ avec les provinces et les territoires consacré aux logements communautaires, aux ménages dans le besoin et au soutien des priorités provinciales et territoriales en matière de logement en ce qui concerne la réparation, la construction et le caractère abordable.
 - Un financement de plus de 10 milliards \$ en soutien au logement communautaire et social.
 - Un financement de près de 3 milliards \$ pour Vers un chez-soi, la stratégie canadienne de lutte contre l'itinérance.
 - Un financement de plus de 1 milliard \$ pour améliorer les options d'accès à la propriété, y compris dans le cadre de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété.
 - Un financement de plus de 40 milliards \$ pour soutenir la construction de nouveaux logements abordables et la réparation de logements abordables. En date de décembre 2020, plus de 11,5 milliards de ce financement avaient été engagés, ce qui permettra de soutenir la création de plus de 58 900 nouvelles unités et de réparer plus de 68 000 unités.
 - Taxe nationale annuelle de 1 % sur la valeur des biens immobiliers résidentiels appartenant aux personnes non-résidents et non-Canadiens qui sont considérés comme vacants ou sous-utilisés, à compter du 1er janvier 2022.
 - 4,4 milliards \$, selon la comptabilité de caisse (778,7 millions selon la comptabilité d'exercice sur cinq ans, à compter de 2021-2022, et 414,1 millions dans les années à venir) destinés à la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) pour aider les propriétaires à effectuer des rénovations résidentielles profondes au moyen de prêts sans intérêt pouvant atteindre 40 000 \$.

Transit:

- 14,9 milliards \$ sur huit ans, à compter de 2021-2022, pour des projets de transport en commun à l'échelle du Canada. Cette mesure comprendrait un nouveau financement permanent de 3 milliards par année pour les communautés de partout au Canada, à compter de 2026-2027 [annoncé préalablement].

Atténuation des catastrophes

- 1,4 milliard \$ sur 12 ans, à compter de 2021-2022, à Infrastructure Canada pour bonifier le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes afin d'appuyer des projets

comme des activités d'atténuation des feux de forêt, la réparation des systèmes d'eaux pluviales et la restauration des milieux humides et littoraux.

- 11,7 millions \$ sur cinq ans, à compter de 2021-2022, par l'entremise d'Infrastructure Canada pour renouveler le Programme de normes pour des infrastructures résilientes afin que le Conseil canadien des normes puisse continuer de mettre à jour les normes et les directives dans des domaines prioritaires comme la cartographie des zones inondables et les normes de construction dans le Nord.
- 63,8 millions \$ sur trois ans, à compter de 2021-2022, à Ressources naturelles Canada, à Environnement et Changement climatique Canada et à Sécurité publique Canada pour collaborer avec les provinces et les territoires afin de dresser des cartes des zones inondables dans les zones à risque élevé.
- 100,6 millions \$ sur cinq ans, à compter de 2021-2022, et 4,7 millions en amortissement restant, à l'Agence Parcs Canada pour améliorer la préparation aux feux de forêt dans les parcs nationaux du Canada.
- 28,7 millions \$ sur cinq ans, à compter de 2021-2022, avec 0,6 million en amortissement restant, à Ressources naturelles Canada pour appuyer la cartographie accrue des régions du Nord canadien qui sont à risque d'être touchées par des feux de forêt.
- 1,9 milliard \$ sur cinq ans, selon la comptabilité de caisse, à compter de 2021-2022, à Sécurité publique Canada dans le but de soutenir les efforts provinciaux et territoriaux d'intervention en cas de sinistre et de rétablissement.
- 25 millions \$ en 2021-2022 au gouvernement du Yukon pour appuyer ses priorités en matière de changements climatiques.


Technologies vertes et réduction des émissions

- 104,6 millions \$ sur cinq ans, à compter de 2021-2022, avec 2,8 millions \$ en amortissement restant, à Environnement et Changement climatique Canada pour renforcer la réglementation concernant les émissions de gaz à effet de serre pour les véhicules légers et lourds et pour l'équipement résidentiel hors route, établir des règlements sur le méthane nationaux s'appliquant aux grands sites d'enfouissement et entreprendre des mesures supplémentaires en vue de réduire et mieux utiliser les déchets dans ces sites.
- 54,8 millions \$ sur deux ans, à compter de 2021-2022, à Ressources naturelles Canada, en vue d'accroître la capacité du programme Investissements dans la transformation de l'industrie forestière, ce qui comprend la collaboration avec les municipalités et les organismes communautaires prêts à saisir de nouvelles occasions économiques dans le secteur forestier.
- 200 millions \$ sur trois ans, à compter de 2021-2022, à Infrastructure Canada afin d'établir un fonds pour l'infrastructure naturelle en faveur de projets d'infrastructure naturelle et hybride. Cela contribuerait à améliorer le bien être, à atténuer les répercussions des changements climatiques et à prévenir les événements naturels coûteux.

Communautés autochtones

- Investissements fondés sur les distinctions de 6,0 milliards \$ sur cinq ans, à compter de 2021-2022, et de 388,9 millions par la suite à l'appui des infrastructures dans les communautés autochtones, ce qui comprend :

- 4,3 milliards \$ sur quatre ans, à compter de 2021-2022, pour le Fonds d'infrastructure aux communautés autochtones, un fonds axé sur les distinctions qui permet de répondre aux besoins immédiats, selon la priorité établie par les partenaires autochtones, liés à des projets d'infrastructure prêts à démarrer dans les Premières Nations autonomes ou signataires de traités modernes, y compris dans les communautés inuites et de la Nation métisse;
- 1,7 milliard \$ sur cinq ans, à compter de 2021-2022, et de 388,9 millions par la suite, afin de couvrir les coûts de fonctionnement et d'entretien des infrastructures communautaires dans les communautés des Premières Nations dans les réserves.
- 40,4 millions \$ sur cinq ans, à compter de 2021-2022, et 10 millions par la suite afin de soutenir jusqu'à 25 tribunaux de traitement de la toxicomanie supplémentaires.
- 36 millions \$ sur trois ans pour le renforcement des capacités et la création d'emplois dans les communautés autochtones grâce à des projets d'énergie propre.
- 670 millions \$ du Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophe seraient consacrés à de nouveaux projets à petite échelle, dont les coûts admissibles se situeraient entre 1 million et 20 millions \$. De plus, 10 % de l'enveloppe budgétaire totale seraient consacrés aux bénéficiaires autochtones afin que chaque groupe distinct puisse en profiter. Ensemble, ces sommes appuieraient des projets qui aident les petites communautés rurales, éloignées, autochtones et du Nord à s'adapter aux répercussions des changements climatiques.
- 17,4 millions \$ sur deux ans, à compter de 2021-2022, à Environnement et Changement climatique Canada afin d'appuyer les travaux avec les provinces, les territoires, les peuples autochtones et des intervenants clés sur la portée du mandat de l'organisme, ce qui comprend de cerner les possibilités de bâtir et de soutenir une infrastructure hydraulique et d'irrigation plus résiliente.
- 117 millions \$ en 2021-2022 pour renouveler le Fonds d'appui aux entreprises communautaires autochtones.
- 33,4 millions \$ en 2021-2022 afin d'appuyer le régime d'emprunts en commun de l'Administration financière des Premières Nations.
- 42 millions \$ sur trois ans, à compter de 2021-2022, afin d'élargir le Programme d'entrepreneuriat autochtone.
- 2,4 millions \$ en 2021-2022 à l'Association touristique autochtone du Canada.
- 22 millions \$ sur trois ans, à compter de 2021-2022, afin de soutenir l'initiative pour les femmes autochtones en entrepreneuriat de l'Association nationale des sociétés autochtones de financement (ANSAF).
- 138 millions \$ pour les bénéficiaires autochtones par l'entremise d'un complément de 1,4 milliard de dollars au Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes d'Infrastructure Canada pour aider les communautés autochtones à s'adapter au changement climatique.
- 1,4 milliard \$ pour aider les communautés et les entreprises autochtones à faire face à la pandémie de COVID-19 au moyen d'un soutien fondé sur des distinctions dans le cadre du Fonds de soutien aux communautés autochtones et du Fonds d'appui aux entreprises communautaires autochtones, et avec le financement des interventions de santé publique qui se poursuivent dans les communautés autochtones, y compris pour les Inuits.

- 
- 12 millions \$ pour renouveler le Programme de normes pour des infrastructures résilientes, afin que le Conseil canadien des normes puisse continuer à mettre à jour les normes et les lignes directrices dans des domaines prioritaires comme la cartographie des inondations et les normes de construction dans le Nord;

Réactions

Gouvernements provinciaux et territoriaux

PT Governments	Réactions
Colombie-Britannique Globe and Mail	<ul style="list-style-type: none"> B.C. Finance Minister Selina Robinson welcomed Ottawa's commitment to a new national \$10-a-day child-care plan as "very, very significant" and said she is looking forward to more details in order to see how it can bolster her province's years-long attempt to implement such a program. She also welcomed the budget's new vacancy tax, but said she was disappointed the federal government dedicated no new resources to creating a system of paid sick leave.
Alberta Edmonton Journal	<ul style="list-style-type: none"> Alberta Finance Minister Travis Toews said the province agrees childcare is "essential for our economic recovery" and will help parents, especially women, enter or re-enter the workforce. Toews said the government is "gravely disappointed" the federal government hasn't changed the rules on the fiscal stabilization program.
Saskatchewan	<ul style="list-style-type: none"> The province's finance minister Donna Harpauer - some of the positives the minister has taken from the announcement include capital funding to Saskatoon's VIDO-InterVac, which matches what the province has committed, and \$3 billion towards long-term care. However, Harpauer said there are some negatives including no additional dollars for mental health. "We definitely have prioritized that and this will be the third budget where the province thinks this should be a priority," explained Harpauer. "It's disappointing that the federal government didn't see that as a priority; I think that's significant."
Manitoba	<ul style="list-style-type: none"> Manitoba Finance Minister Scott Fielding: The Manitoba government was disappointed by the lack of health transfer money and lack of a deficit plan but liked the childcare spending and expansion of COVID-19 wage subsidies and sick leave.
Ontario	<ul style="list-style-type: none"> Peter Bethlenfalvy, Ontario's Minister of Finance and President of the Treasury Board: I am pleased to see that the federal budget shares the same priorities our government identified in our <i>2021 Budget</i> last month — protecting people's health and our economy. However, as the COVID crisis intensifies, we are disappointed to see there was no action announced in today's budget in several key areas — including stricter border measures to limit the introduction and spread of new, more contagious COVID variants that are causing the third wave, vaccine supply and improvements to the Canada Recovery Sickness Benefit. We were also disappointed to yet again see no movement on enhancing the Canada Health Transfer (CHT).

<p>Québec</p> <p>CTV News</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Québec Finance Minister took to Twitter to express support for the extension of pandemic economic support measures such as the Emergency Wage Subsidy, rent assistance and the Canada Economic Stimulus Benefit. But he criticized the budget for not including a permanent 35 per cent increase to healthcare funding, calling it a "missed unique opportunity."
<p>Québec (Ministre des finances, Eric Girard)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nous tenons à saluer les mesures de relance et la prolongation des mesures de soutien dont la subvention salariale d'urgence, l'aide aux loyers commerciaux et la Prestation canadienne de relance économique. Nous soulignons aussi que le gouvernement fédéral reconnaît la qualité du programme québécois de services de gardes et apprécions la compensation financière qui devra nous être versée sans condition. Nous déplorons l'absence d'une hausse permanente du financement de la santé au niveau de 35% des coûts tel que demandé unanimement par les provinces et territoires. Le gouv. féd. vient de manquer une occasion unique pour un partenariat à long-terme en santé.
<p>Nouveau-Brunswick</p> <p>Global News</p>	<ul style="list-style-type: none"> • New Brunswick Premier Blaine Higgs echoed that criticism and didn't mince words about the Liberal budget. "It seems to be the only revenue that's coming in from anywhere are taxpayers. So it's a huge spending budget, which we all see. It's clearly an election budget and I would say focused on the Toronto and metropolitan area," • He went on to say this was a "chicken in every pot" budget that aimed to please as many people as possible before a potential election, without delivering on what he says should be a priority: health care transfers and vaccines.
<p>Nouvelle-Écosse</p> <p>Global News</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nova Scotia Premier Iain Rankin told reporters Monday evening he was pleased with what he saw in the budget and that there was a "lot of alignment in my priorities." • While childcare goals were lauded by Nova Scotia's premier, Rankin says he's dismayed by the lack of boost to health transfers. "That will be a continued ask from all premiers, which I support," he said.
<p>Île-du-Prince-Édouard</p> <p>CBC News</p>	<ul style="list-style-type: none"> • P.E.I. Finance Minister Darlene Compton said she was pleased to see an extension to the pandemic wage and rent subsidies. "It's very important for tourism, it gives operators and anyone involved in the industry some certainty moving forward to open this season,"
<p>Terre-Neuve-et-Labrador</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Finance Minister Siobhan Coady: "Very pleased to see the commitment to childcare.... looking to continue to lower the cost per child. It's very important for families, and particularly for women allowing them to get back into the workforce. It is a good economic program, as well," • "I'm also very pleased to see the just under \$18-billion commitment to green transition and, of course, this province has an abundance of renewable energy opportunities, and we will be looking at how we can utilize some of that funding."

	<ul style="list-style-type: none"> • “A lot of progressive things in this budget and we are looking to working with the federal government as we move through this pandemic and then transitioning to a stronger economy,” she said. “I think there’s lots here for the province of Newfoundland and Labrador as we move forward.”
--	---

Associations municipales

Associations municipales	Réactions
FCM	<ul style="list-style-type: none"> • “Key investments announced today will help cities and communities of all sizes create jobs, continue tackling homelessness challenges, and build a greener, more sustainable post-COVID Canada. Together with other recent federal commitments—including to local infrastructure and transit—this budget features measures that strengthen the municipal toolbox for recovery.”
AUMA Edmonton Journal	<ul style="list-style-type: none"> • AUMA president Barry Morishita said in a statement he looked forward to hearing how the province might take advantage of the federal funds. “These are sensible and targeted funding measures intended to help the members of our communities who have been hardest hit by the economic reality of the pandemic,”
Union des municipalités du Québec (UMQ)	<ul style="list-style-type: none"> • C’est un coup de pouce substantiel pour dynamiser l’économie de nos régions. Je pense ici aux sommes réservées pour soutenir nos entreprises dans le virage technologique et aider les secteurs du tourisme, de l’hôtellerie et des festivals qui ont grandement souffert dans le cadre de la pandémie. • Par ailleurs, l’UMQ se montre satisfaite que le budget fédéral fixe une nouvelle cible nationale de réduction des émissions de GES à 36 % d’ici 2030. Alors que les communautés doivent composer avec des enjeux importants liés à l’adaptation et à l’atténuation des changements climatiques, cela envoie un signal fort quant à la volonté du gouvernement d’agir à ce chapitre, de concert avec les municipalités.

Municipalités

Municipalités	Réactions
Belleville ON Quinte News	<ul style="list-style-type: none"> • “First of all, long term care investments, helping first-time home buyers and helping with social housing in the country, all of those are good. And then lastly for our region, something that’s really important, is they seem to be doubling down on broadband funding to expedite those programs so they can go faster.”

	<ul style="list-style-type: none"> We would love to see funds that are more generally available for us. For example, we may have to do road repairs, or bridge construction that don't fit into 'green technology' or 'transportation', but would allow us to get a jump start on that."
Edmonton AB Edmonton Journal	<ul style="list-style-type: none"> Edmonton Mayor Don Iveson welcomes \$1.5 billion in federal budget for rapid housing, but says it's not enough. Iveson said the city is happy to see the cash, but he was disappointed the top up is nowhere near the Federation of Canadian Municipalities' ask of \$7 billion to end chronic homelessness by building 24,000 units. "It will require some more investment with this, and partnership with provinces, so there is some more work to do, but it is movement in the right direction on the shared path. We had hoped we could go a little faster," said Iveson, adding housing will provide huge savings and efficiencies for health, justice and law enforcement systems.
Kitchener-Waterloo ON CTV News	<ul style="list-style-type: none"> Kitchener Mayor Berry Vrbanovic and Regional Chair Karen Redman agreed the national child-care program is a big win for the region. They also highlighted spending on 35,000 new housing units and \$50 million over two years to support regional economic development. "This is absolutely critical at a time like this, especially as we look at the needs in our own community around supportive housing and deeply affordable housing going forward," Vrbanovic said. "We can look at affordable housing, we can look at investment and infrastructure, we can point to Phase Two of the LRT, as well as investments in two-way, all-day GO," Redman said. "We have many projects that are shovel-read and are priorities for this community, so \$50 million sounds like a lot of money. There's a lot of municipalities, but we have done our due diligence so we are really happy to hear that."
Calgary AB 680 News	<ul style="list-style-type: none"> Mayor Naheed Nenshi says the federal budget fails to meet the challenges Calgary faces in a post-pandemic world. The mayor had hoped to see more targeted investments in areas hit the hardest. "We didn't really see a lot of that in this budget document," Nenshi said. Nenshi wanted more commitment towards capital projects, affordable housing, and downtown. The mayor did highlight some of the positives including the investment in childcare and the permanent transit fund which will allow for the Green Line LRT to continue to be built after phase one.
Red Deer AB Red Deer News Now	<ul style="list-style-type: none"> "Direct Federal investment in municipalities will continue through the long-standing Canada Community-Building Fund (formerly known as Gas Tax Fund), with Red Deer expecting to receive approximately \$6 million in one-time funding for local infrastructure needs," said Mayor Tara Veer. "This is welcome news for Red Deer; however, we still need to analyze the budget and explore further funding opportunities we hope to leverage for our community."

<p>B.C. Urban Mayors' Caucus</p> <p>Victoria</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Co-Chairs Kelowna Mayor Colin Basran and Victoria Mayor Lisa Helps released the following statement following the tabling of Federal Budget 2021: "We are pleased to see many commitments in the budget, including on pandemic support programs, housing affordability, and mental health services, that align with our B.C. Urban Mayors' Caucus Blueprint, which presents a vision to address the most pressing issues facing cities across B.C. as we fight and recover from COVID-19. • "We welcome the extension of the Canada Emergency Wage Subsidy, the Canada Emergency Rent Subsidy and lock-down support until September. We call on the government to collaborate with all stakeholders on the optimal design of those programs going forward and the right parameters for their eventual tapering. • "The shortage of affordable housing continues to be a critical issue in our communities and dedicated federal attention to the issue is an essential part of the solution. • "Finally, prior to the budget, the Federal government announced potentially transformative investments in public transit, including new permanent funding for municipalities and a one-time top-up of the Gas Tax Fund. As we build back from COVID-19, we know how important clean, affordable public transit is to the growth and competitiveness of our cities. Proper consultation on the design of those transit programs is essential in the near term.
<p>Montréal QC</p> <p>Global News</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Montreal Mayor Valérie Plante said the budget will help support the city's "green and inclusive" recovery plans, with major investments in public transit, housing, economic development, as well as tourism and culture. • A spokesperson for the mayor pointed to \$250-million investment over a three-year period in Montreal's aerospace industry, a cornerstone of the city's economy which has been hard hit by the pandemic. Plante acknowledged that the \$1 billion earmarked for the tourism industry, including hospitality and festivals, will help revive those sectors and by the same token the downtown core. "These sectors are part of Montreal's DNA and will be intimately linked to its relaunch, which is why we are delighted with the support the government is giving them," Plante said. • Plante said the federal government has set aside significant sums for the creation of new affordable housing units. "Housing needs are great in Montreal and the funds provided by the Government of Canada will allow us to improve access to social and affordable housing for the population of Montreal," she said. • While the city is pleased with the \$15 billion over eight years going towards public transit initiatives across the country, there was disappointment over the lack of relief measures for public transit operators in big cities.
<p>Montréal (Mairesse Valérie Plante)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Ce budget prévoit notamment des investissements importants en transport collectif, en habitation, en développement économique, en

	<p>tourisme et en culture. Je suis satisfaite de voir que le budget viendra répondre aux occasions que la relance offre à la métropole.</p>
Regina SK	<ul style="list-style-type: none"> Regina Mayor Sandra Masters: “The federal government’s commitment to double its investment in cities across the country via the Canada Community-Building Fund for one year is important and welcome news for the City of Regina,” “This funding is essential to making many of our city’s infrastructure projects possible, including the improvement of approximately 150 km of Regina residential roads between 2018 and 2023. I was very pleased to see the recommendations from FCM’s Western Economic Solutions Taskforce, with new investments made in trade infrastructure and regional economic growth. The federal focus on spurring economic growth is appreciated.”
Ottawa	<ul style="list-style-type: none"> No extra money was in Monday’s federal budget to help bail out municipal governments from the financial damage caused by COVID-19 in 2021, but Mayor Jim Watson wasn’t concerned. Watson said the upper-government financial assistance confirmed to date should put the city in good shape for 2021 and the city can easily absorb the remaining \$13.5 million through other savings.
Toronto	<ul style="list-style-type: none"> Toronto Mayor John Tory said while the budget reconfirms previously announced large cash commitments for transit and infrastructure, municipalities need more funding to recover from COVID-19. “Cities need this support to deal with the ongoing impact of the pandemic and the administration of vaccines that must be done so we can bring this emergency to an end,”

Organisations

Organisations	Réactions
Assembly of First Nations	<ul style="list-style-type: none"> “In an exceptionally challenging and unpredictable time as the entire country faces the impacts of COVID-19, Budget 2021 puts forward more than \$18 billion for Indigenous peoples — a result of sustained advocacy by First Nations to close the socioeconomic gap between First Nations people and the rest of Canada. The realities of First Nations have been exacerbated during the COVID-19 pandemic. These investments will help First Nations respond and recover from the pandemic and will help support plans to end violence against Indigenous women and girls, better support First Nations policing, revitalize our languages and implement legislation related to child and family services.”
Canadian Centre for Policy Alternatives (CCPA)	<ul style="list-style-type: none"> “This budget delivers big on two lessons that we learned from the pandemic: we need a public-led recovery in the child care and long-term care sectors. But does this budget reflect what we’ve learned from the pandemic in terms of failing to prepare for this deadly third

	<p>wave, fixing critical flaws in Canada’s social safety net, and preparing for future crises?”</p>
<p>Canadian Federation of Independent Business (CFIB)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • “Small businesses have been among the hardest hit by the pandemic, with only 56 per cent fully open across the country a year after the pandemic began. Today’s budget delivered meaningful support to many, but there are still critical gaps in the federal relief programs that exclude tens of thousands of hard-hit businesses.”
<p>Canadian Union of Public Employees (CUPE) -EN</p> <p>Syndicat Canadien de la Fonction publique -FR</p>	<ul style="list-style-type: none"> • The Liberal government has wasted another opportunity to fund a strong and equitable recovery with Budget 2021. Instead of learning from the failures of Canada’s care system during the pandemic, the Trudeau government is refusing to do what it takes to protect vulnerable residents in long-term care, promising yet another child care plan that may never see the light of day, and refusing to act on pharmacare. • Le budget fédéral 2021 du gouvernement libéral constitue une autre occasion ratée de financer une reprise solide et équitable. Au lieu de tirer les leçons des échecs du système de soins du Canada pendant la pandémie, le gouvernement Trudeau refuse de faire le nécessaire pour protéger les résidents vulnérables en soins de longue durée, promet à nouveau un plan pour les services de garde d’enfants qui risque de ne jamais voir le jour et refuse d’agir sur l’assurance-médicaments.
<p>Chambre de Commerce du Montréal métropolitain</p>	<ul style="list-style-type: none"> • « Le gouvernement a bien compris l’importance de soutenir les PME. L’annonce d’un investissement de 1,4 milliard de dollars destinée à soutenir le virage technologique de nos entreprises vient compléter les sommes annoncées par le gouvernement du Québec ». « Ce budget comporte des sommes qui permettront le déploiement de grands projets structurants dans la métropole et favoriseront une relance verte.
<p>Le Front d’action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Même s’il salue l’annonce du financement d’une deuxième phase de l’Initiative de création rapide de logement (ICRL), le Front d’action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) aurait souhaité que le budget de la ministre Chrystia Freeland contienne des investissements beaucoup plus significatifs et complets en matière d’aide au logement.
<p>Canada Housing and Renewal Association -EN</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Expressed its deep disappointment that this Budget once again ignored the housing needs of Canada’s urban, rural and northern Indigenous peoples by failing to announce an urban, rural and northern Indigenous housing strategy. Although the Budget provides \$2.5 billion in additional funding for existing affordable housing-related programs, these investments will not significantly address the affordable housing crisis in Canada, and will do nothing to address the imbalance in housing needs facing Canada’s urban and rural Indigenous population. • A exprimé sa profonde déception de voir une fois de plus un budget qui ignore les besoins en matière de logement des Autochtones des

Association Canadienne d'habitation et de rénovation urbaine -FR	<p>régions urbaines, rurales et nordiques du Canada en omettant d'annoncer une stratégie de logement pour eux. Bien que le budget prévoit un financement supplémentaire de 2,5 milliards de dollars pour les programmes existants liés au logement abordable, ces investissements ne permettront pas de résoudre de manière significative la crise du logement abordable au Canada, et ne feront rien pour remédier au déséquilibre des besoins en matière de logement auxquels est confrontée la population autochtone urbaine et rurale du Canada.</p>
Canadian Chamber of Commerce	<ul style="list-style-type: none"> • "The budget's focus on growth and jobs is an important step towards our economic recovery, but our growth drivers will need to shift from public investment to private investment to help get our fiscal house in order. The plan to reduce deficits over the coming years is important, but it will depend on our ability to meet our growth targets."
Public Service Alliance of Canada	<ul style="list-style-type: none"> • "This historic investment in universal child care is a lifeline for parents who are struggling to afford rising child care fees. This is a major victory for our union and child care advocates who have been fighting for affordable, accessible and universal child care for decades." • "It remains disappointing however that the government has failed to act on its commitment to create a national, universal pharmacare program. Canadians need pharmacare now more than ever as workers continue to lose access to prescription drug coverage because of pandemic job losses."
Canadian Women's Foundation	<ul style="list-style-type: none"> • "The pandemic impacts diverse women in profound ways, threatening gender equality gains Canada has made. Many community leaders called for an equitable feminist recovery plan to address it. This budget makes major moves in the right direction with crucial investments that will make women and gender-diverse people's lives better. And we know that when gender equity is a national priority, everybody benefits."
Canadian Taxpayers Federation	<ul style="list-style-type: none"> • "Make no mistake: the vast majority of measures in this budget have nothing to do with pandemic supports, and everything to do with exploiting a deadly crisis to indulge in a cynical, debt-fuelled spending binge. Finance Minister Chrystia Freeland will increase permanent federal spending by more than \$100 billion by 2026 with absolutely no idea how to pay for it."

Médias

Médias	Réactions
La Presse	<ul style="list-style-type: none"> • Quand Chrystia Freeland parlait d'un éventuel plan de 70 à 100 milliards l'automne dernier, plusieurs craignaient qu'on injecte encore de l'argent dans la construction... Or, Chrystia Freeland a pratiquement ignoré la construction. La décision est sage, sachant que ce secteur est en surchauffe. À la place, la ministre féministe a prévu de l'argent pour le travail des femmes, pour le redéploiement des travailleurs touchés et pour les victimes de la COVID-19... (1) En subventionnant la garde d'enfants, le fédéral fera augmenter la participation des femmes au marché du travail; (2) puisque l'économie post-COVID-19 offrira des emplois différents, le gouvernement aidera les travailleurs éclopés à bonifier leur formation et à se replacer; (3) le gouvernement fédéral bonifie l'allocation pour les travailleurs moins fortunés, en plus d'investir dans le logement abordable. • Notre endettement restera fort important, ne nous leurrions pas. Mais ce dégonflement prévu, jumelé à un plan sensé, permet de voir l'avenir post-COVID-19 du Canada avec assez d'optimisme.
Le Devoir	<ul style="list-style-type: none"> • Le budget présenté lundi par la ministre fédérale des Finances, Chrystia Freeland, n'a pas surpris en maintenant plusieurs mesures d'aide d'urgence ni en mettant de l'avant un plan de relance post-COVID. Elle s'y était engagée lors de son énoncé de novembre. Le contexte préélectoral a par ailleurs donné lieu au prévisible saupoudrage de dépenses destinées à séduire de grands pans de l'électorat canadien progressiste. On pourrait par conséquent critiquer la nécessité de plusieurs de ces mesures, surtout que l'économie va mieux que prévu. • Mais voilà, certains des investissements les plus généreux annoncés lundi étaient nécessaires avant même la pandémie. Ils le sont encore. La crise sanitaire n'a fait que mettre en relief l'inadéquation de l'assurance-emploi, les obstacles à la pleine participation des femmes au marché du travail, le fardeau financier lié à l'éducation postsecondaire (surtout au Canada anglais), la vulnérabilité des travailleurs pauvres, jeunes et appartenant à des minorités visibles, le financement insuffisant du système de santé et l'organisation des soins de longue durée. Et tant que ces problèmes subsisteront et que des citoyens seront laissés derrière, la relance économique que tous appellent de leurs vœux ne sera jamais entière. Alors oui, il fallait délier les cordons de la bourse pour faire face à ces défis.
Le Journal de Québec/Montréal	<ul style="list-style-type: none"> • On ne pourra pas taxer le gouvernement Trudeau d'incohérence. Dépensier un jour, dépensier toujours. S'il y a une incohérence, elle est ailleurs : comment le gouvernement Trudeau peut-il à la fois se targuer d'avoir dépensé ce qu'il fallait durant la pandémie pour sauver l'économie ET justifier un plan de sortie de crise aussi coûteux ?

	<ul style="list-style-type: none"> • Seuls les États-Unis ont dépensé plus que nous pour garder la tête hors de l'eau, parmi tous les pays du G7. • La mise en place d'un réseau de garderies à 10 \$ avec un coût de départ de 30 G\$ est un beau projet de société qui a fait ses preuves au Québec. Tout comme la relance verte. Or, la brique budgétaire de plus de 840 pages propose un épais saupoudrage préélectoral. M. Trudeau n'a pas fait semblant de vouloir recouvrir ses traces. Un chèque de 500 \$ aux aînés au mois d'août ? Que dire des 100 millions pour l'industrie du vin canadien, des fonds pour l'apprentissage du camping ou encore du codage pour les enfants ? Est-ce vraiment le rôle du gouvernement fédéral ?
Ici-Radio-Canada	<ul style="list-style-type: none"> • Le Canada est au nombre des pays qui couvrent le moins bien les revenus des gens à la retraite. On comprend, dans les circonstances, pourquoi le gouvernement Trudeau a décidé de corriger cette lacune. Mais, en versant un chèque unique de 500 \$ aux personnes de 75 ans et plus cet été, il est difficile de ne pas y voir une stratégie électorale. • Il a été prouvé, démontré, calculé à maintes reprises que ce programme de garderies à faibles coûts a bénéficié à l'économie du Québec avec une hausse du taux de participation au marché du travail, essentiellement chez les femmes... Maintenant, on verra bien si toutes les provinces voudront financer un tel programme, à parts égales avec le gouvernement fédéral. Et quelle entente le Québec va-t-il négocier? Quelle part le gouvernement fédéral viendra-t-il payer au Québec?

Référence

[Budget 2021: Une relance axée sur les emplois, la croissance et la résilience](#)

MUNISCOPE

789 Don Mills Road, Suite 704
Toronto, ON M3C 1T5
muniscope.ca

